



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928

[Site Internet](#) [X](#) [YouTube](#) [LinkedIn](#)

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2025/53

Le 12 novembre 2025

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU élisent M^{me} Phoebe Okowa comme membre de la Cour

LA HAYE, le 12 novembre 2025. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont élu aujourd'hui M^{me} Phoebe Okowa comme membre de la Cour internationale de Justice, avec effet immédiat.

De nationalité kényane, M^{me} Phoebe Okowa succède au juge Abdulqawi A. Yusuf, qui a démissionné de ses fonctions à compter du 30 septembre 2025 (voir le communiqué de presse n° [2025/30](#)). Conformément à l'article 15 du [Statut de la Cour](#), M^{me} Phoebe Okowa achèvera le mandat de son prédécesseur, qui venait à expiration le 5 février 2027.

La biographie de M^{me} Phoebe Okowa est annexée au présent communiqué.

Des photographies de l'élection, prises à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, seront disponibles sur le [site Internet](#) de l'Organisation des Nations Unies.

*

Composition de la Cour

La Cour internationale de Justice se compose de quinze juges, qui sont élus chacun pour un mandat de neuf ans et peuvent être réélus. En vue d'assurer une certaine continuité dans la composition de la Cour, celle-ci est renouvelée par tiers tous les trois ans. Aux termes de l'article 2 du Statut de la Cour, les juges sont élus

« sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international ».

Quant à l'article 9 du Statut, il stipule que les personnes appelées à faire partie de la Cour doivent « assure[r] dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde ». La Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même État.

Comme suite à l'élection à laquelle l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont procédé ce jour, la composition de la Cour est la suivante :

M.	Iwasawa Yuji (Japon), président
M ^{me}	Julia Sebutinde (Ouganda), vice-présidente
MM.	Peter Tomka (Slovaquie)
	Ronny Abraham (France)
M ^{me}	Xue Hanqin (Chine)
MM.	Dalveer Bhandari (Inde)
	Georg Nolte (Allemagne)
M ^{me}	Hilary Charlesworth (Australie)
MM.	Leonardo Nemer Caldeira Brant (Brésil)
	Juan Manuel Gómez Robledo (Mexique)
M ^{me}	Sarah H. Cleveland (États-Unis d'Amérique)
MM.	Bogdan-Lucian Aurescu (Roumanie)
	Dire Tladi (Afrique du Sud)
	Mahmoud Daifallah Hmoud (Jordanie)
M ^{me}	Phoebe Okowa (Kenya), juges.

Présentation des candidats

Le droit de proposer des candidats appartient à tous les États parties au Statut de la Cour (au nombre de 193 actuellement). Toutefois, les présentations de candidats ne sont pas faites directement par les gouvernements, mais par les « groupes nationaux » de la Cour permanente d'arbitrage ou, pour les États qui n'en sont pas membres, par des groupes nationaux constitués de la même façon. La Cour permanente d'arbitrage, dont le siège est à La Haye, a été établie par les conventions de La Haye de 1899 et de 1907. Chaque État partie à ces conventions dispose de son propre groupe national, c'est-à-dire d'un groupe de quatre juristes au maximum susceptibles d'être appelés à faire partie d'un tribunal arbitral dans le cadre des conventions susmentionnées. Lorsqu'il doit être pourvu aux sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice par voie d'élection, chaque groupe national peut présenter jusqu'à quatre candidats, dont deux au maximum de sa propre nationalité. Les autres candidats peuvent posséder n'importe quelle autre nationalité. Les noms des candidats doivent être communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Procédure d'élection

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité au terme de procédures parallèles. Les deux organes votent en même temps, mais indépendamment l'un de l'autre. Ce système vise à faire en sorte, autant que possible, que le vote d'un organe n'influe pas sur celui de l'autre. Pour être déclaré élu, un candidat doit avoir obtenu la majorité absolue aussi bien à l'Assemblée générale qu'au Conseil de sécurité. À l'heure actuelle, la majorité absolue est de 97 voix sur 193 à l'Assemblée générale. Au Conseil de sécurité, où aucun droit de veto ne joue pour la circonstance et où aucune distinction n'est faite entre les voix des membres permanents et celles des membres non permanents du Conseil, la majorité absolue est atteinte à partir de huit voix sur quinze.

Remarque : Les communiqués de presse de la Cour sont établis par son Greffe à des fins d'information uniquement et ne constituent pas des documents officiels.

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour est composée de 15 juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler, conformément au droit international, les différends juridiques dont elle est saisie par les États et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui lui sont soumises par les organes de l'ONU et les institutions du système des Nations Unies dûment autorisés à le faire.

Département de l'information :

M^{me} Monique Legerman, première secrétaire de la Cour, cheffe du département : +31 (0)70 302 2336

M^{me} Joanne Moore, attachée d'information : +31 (0)70 302 2337

M. Avo Sevag Garabet, attaché d'information adjoint : +31 (0)70 302 2481

Adresse électronique : media@icj-cij.org

Okowa, Phoebe (Kenya)

Formation

1994 : Université d'Oxford, doctorat en droit international public

1990 : Université d'Oxford, licence en droit civil

1988 : École de droit du Kenya, diplôme en pratique du droit

1987 : Université de Nairobi, licence en droit (mention très bien)

Récompenses, prix et distinctions académiques

2024 : Université de Stockholm, docteur en droit (honoris causa)

2022 : Gouvernement du Kenya, Elder of the Order of the Burning Spear (sage de l'Ordre de la lance ardente), pour services éminents en droit international

2022 : Université de Strathmore, Kenya, lauréate du prix CB Madan, pour ses contributions à l'état de droit international

2005-2006 : Arts and Humanities Research Council, bourse pour un projet de recherche portant sur les questions de droit international découlant de la désintégration de la République démocratique du Congo

1990 : Bourse Wingate, Fondation Harold Hyam Wingate, pour des recherches sur la responsabilité des États en matière de pollution atmosphérique transfrontalière

1988-1993 : Bourse du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth

1988 : Prix Kaplan et Stratton, décerné au (à la) meilleur(e) étudiant(e) de dernière année de l'Université de Nairobi sur la base des concours de plaidoiries et de l'essai présenté au titre du programme de quatrième trimestre de la faculté de droit

1987 : Prix Gandhi Memorial, décerné au (à la) meilleur(e) étudiant(e) de dernière année de l'Université de Nairobi à la faculté de droit

Carrière universitaire

Depuis 2014 : Université Queen Mary de Londres, Professeure de droit international public

2024-2025 : Université de Princeton, chercheuse en droit et pensée normative au Centre universitaire des valeurs humaines

2016-2020 : Université Queen Mary de Londres, membre du sénat

2006-2014 : Université Queen Mary de Londres, maître de conférences en droit international public

2004-2006 : Université Queen Mary de Londres, membre du Conseil universitaire

2002-2006 : Université Queen Mary de Londres, maître de conférences

1994-2001 : Université de Bristol, maître de conférences en droit

1992-1993 : Université d'Oxford, assistante de travaux dirigés, Jesus and Wadham Colleges

Activités professionnelles

Affiliations

2023-2027 : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies

Depuis 2025 : Membre associée de l'Institut de droit international

2024 (75^e session) : Présidente du Comité de rédaction de la Commission du droit international des Nations Unies

2017-2022 : Membre de la Cour permanente d'arbitrage

Admission

Depuis 1990 : Avocate, Haute Cour du Kenya, membre du barreau kenyan

Expérience en tant que conseil (liste non exhaustive)

Depuis 2024 : Conseil de la Namibie, Cour internationale de Justice, *Obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci*

Depuis 2024 : Coconseil de la Confédération syndicale internationale, Cour internationale de Justice, *Droit de grève au regard de la convention n° 87 de l'OIT*

Depuis 2023 : Coconseil et avocate de la République démocratique du Congo, Cour de justice de l'Afrique de l'Est, *République démocratique du Congo c. Rwanda*

2023-2024 : Coconseil et avocate du Kenya, Cour internationale de Justice, *Obligations des États en matière de changement climatique*

2023-2024 : Coconseil de la Namibie, Cour internationale de Justice, *Obligations des États en matière de changement climatique*

2023-2024 : Coconseil de la Sierra Leone, Cour internationale de Justice, *Obligations des États en matière de changement climatique*

2023-2024 : Coconseil de la Gambie, Cour internationale de Justice, *Obligations des États en matière de changement climatique*

2023-2024 : Coconseil de la Commission des petits États insulaires, Cour internationale de Justice, *Obligations des États en matière de changement climatique*

2024 : Conseil et avocate de la Namibie, Cour internationale de Justice, *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*

2023 : Coconseil du Mozambique, Tribunal international du droit de la mer, *Demande d'avis consultatif présentée par la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international*

2023 : Coconseil de la Sierra Leone, Tribunal international du droit de la mer, *Demande d'avis consultatif présentée par la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international*

2023 : Coconseil de la Commission des petits États insulaires, Tribunal international du droit de la mer, *Demande d'avis consultatif sur le changement climatique et le droit international*

2019-2021 : Coconseil du Kenya, Cour internationale de Justice, *Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)*

2019-2020 : Coconseil et avocate du Myanmar, Cour internationale de Justice, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar), mesures conservatoires*

Expérience en tant que conseillère juridique (liste non exhaustive)

Depuis 2025 : Membre du Groupe d'experts sur l'évolution future de la Cour permanente d'arbitrage

Depuis 2025 : Membre du groupe d'experts de l'UNESCO chargé de l'étude sur les conséquences juridiques de la violation de l'immunité des biens culturels sous protection renforcée

Depuis 2023 : Membre du Comité consultatif juridique, Commission des petits États insulaires et du droit international

2023 : Formation pour avocats et diplomates érythréens axée sur les obligations découlant du droit international, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies, Asmara (Érythrée)

Depuis 2022 : Membre du Groupe d'experts du Conseil international pour l'arbitrage commercial chargé de rédiger un projet d'annexe à l'Accord de Paris portant sur la conciliation

2020 : Mémoire d'amicus curiae sur l'application au niveau national d'obligations contradictoires découlant de traités internationaux, Cour d'appel de l'Ontario

2019 : Fourniture de conseils à un gouvernement sur les conséquences juridiques de la dénonciation et du retrait de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

2018 : Avis juridique pour le Procureur général du Kenya, intervention de la Cour internationale de Justice dans l'*Avis consultatif sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*

2015 : Conseillère d'une ONG sur l'application au niveau national des obligations internationales découlant du Statut de Rome de la Cour pénale internationale

2002 : Consultante juridique, Birdlife International/Nature Kenya, concernant la révision de la Convention africaine de 1968 sur la conservation de la nature et des ressources naturelles

2000 : Déléguée, Nature Kenya, Conférences des Parties, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et Convention sur la diversité biologique (PNUE)

1990-1993 : Consultante, African Centre for Technology Studies, recherche sur la relation entre les droits de propriété privée et la protection de l'environnement

Expérience en tant que professeure ou maître de conférences invitée

2025 : Maître de conférences, Séminaire de droit international de Tokyo, Ministère des affaires étrangères, Tokyo

2024 : Maître de conférences, cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago

2024 : Professeure invitée, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

2023 : Maître de conférences, cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok

2023 : Professeure invitée à l'international, Université catholique, Louvain

2020 et 2023 : Maître de conférences, cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Afrique, Addis-Abeba

2018 : Maître de conférences invitée, Programme de droit et de développement, Université d'Anvers

2012-2013 : Professeure adjointe, Faculté de droit de la Pace University

2011 et 2015 : Professeure invitée à l'international, Faculté de droit de la New York University

2009-2010 : Professeure adjointe, Université catholique de Lille

2009 : Maître de conférences, programme d'été, Institut Erik Castrén de droit international et des humains, Université d'Helsinki

2007 : Chercheuse invitée, Lauterpacht Centre for International Law, Université de Cambridge

2006 : Professeure invitée, Université de Stockholm

1995 : Chercheuse invitée, St John's College, Université d'Oxford

Sélection de publications

Ouvrages

Phoebe Okowa et Jonas Ebbesson (dir. publ.), *Environmental Law and Justice in Context* (Cambridge University Press, 2009, ISBN 978-0-521-87968-2)

Recensé dans : *British Yearbook of International Law*, vol. 80, n° 1 (2009) p. 422 à 431 ; *Journal of Environmental Law*, vol. 22, n° 1 (2010) p. 167 à 169

Phoebe Okowa, *State Responsibility for Transboundary Air Pollution in International Law* (Oxford University Press, 2000, ISBN 0-19-826097-0)

Recensé dans : *European Journal of International Law*, vol. 13, n° 2 (2002) p. 556 à 559 ; *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 50, n° 2 (2001) p. 472 à 473 ; *Journal of Environmental Law*, vol. 14, n° 2 (2002) p. 264 à 266 ; *The Cambridge Law Journal*, vol. 60, n° 3 (2001) p. 629 à 630 ; *Leiden Journal of International Law*, vol. 14, n° 2 (2001) p. 477 à 480.

Chapitres d'ouvrages

Phoebe Okowa, « Act of State and Diplomatic Protection in the Modern Constitution: Two Case Studies », dans S. Choudhry, M. Hailbronner et M. Kumm, *Global Canons in an Age of Uncertainty: Debating Foundational Texts of Constitutional Democracy and Human Rights* (Oxford University Press), 2024

Phoebe Okowa et Sean O'Reilly, « Implementing Principle 21 of the Stockholm Declaration: Regional Efforts to Regulate Transboundary Air », dans J. Ebbesson et D. Langlet, *Stockholm+50: International Environmental Law* (Cambridge University Press), impression en 2025

Phoebe Okowa, « Neutrality or Equivocation. The Response of African States to Russia's Invasion of Ukraine », dans Mark Klamberg *et al.* (dir. publ.), *Reconstructing Power and Hegemony in International Law, Essays in Honour of Pål Wrangé* (Brill), à paraître en 2025

Phoebe Okowa and Olivia Flasch, « Reflections on Ecocide as a Fifth Crime Under the Rome Statute of the International Criminal Court », dans Carsten Stahn et Rafael Braga da Silva (dir. publ.), *The International Criminal Court in Its Third Decade: Reflecting on Law and Practices* (Brill/Martinus Nijhoff, 2024) p. 473 à 492

Phoebe Okowa, « Transboundary Air Pollution », dans Jacqueline Peel et Lavanya Rajamani (dir. publ.), *The Oxford Handbook of International Environmental Law* (Oxford University Press, 2021) p. 475 à 491

Phoebe Okowa, « Principle 18: Notification and Assistance in Case of Emergency », dans Jorge E. Viñuales (dir. publ.), *The Rio Declaration on Environment and Development: A Commentary* (Oxford University Press, 2015) p. 471 à 492

Phoebe Okowa « The International Court and the Legacy of the *Barcelona Traction Case* », dans Charles C. Jalloh and Olufemi Elias (dir. publ.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma* (Brill, 2015) p. 104 à 132

Phoebe Okowa, « The Security Council, the African Union and the International Criminal Court: Anatomy of a Problematic Relationship », dans Jonas Ebbesson *et al.* (dir. publ.), *International Law and Changing Perceptions of Security: Liber Amicorum Said Mahmoudi* (Brill Nijhoff, 2014) p. 225 à 243

Phoebe Okowa et Malcolm Evans, « Approaches to Responsibility in International Courts », dans Malcolm D. Evans et Panos Koutrakos (dir. publ.), *The International Responsibility of the European Union: European and International Perspectives* (Hart Publishing, 2013) p. 101 à 137

Phoebe Okowa, « Responsibility for Environmental Damage », dans Malgosia Fitzmaurice *et al.* (dir. publ.), *Research Handbook on International Environmental Law* (Edward Elgar, 2010) p. 303 à 319

Phoebe Okowa, « Interpreting Constitutive Instruments of International Criminal Tribunals: Reflections on the Special Court for Sierra Leone », dans Malgosia Fitzmaurice *et al.* (dir. publ.), *Treaty Interpretation and the Vienna Convention on the Law of Treaties: 30 Years On* (Martinus Nijhoff, 2010) p. 333 à 355

Phoebe Okowa, « Issues of Admissibility and the Law on International Responsibility », dans Malcolm D. Evans (dir. publ.), *International Law* (6^e édition) (Oxford University Press, 2024) p. 468 à 498

Phoebe Okowa, « The Legal Framework for the Protection of the Environment Against Transboundary Air Pollution: A Reflection on Customary and Treaty Law », dans Harry Post (dir. publ.), *The Protection of Ambient Air in International and European Law* (Eleven International Publishing, 2009) p. 53 à 72

Phoebe Okowa, « Environmental Justice in Situations of Armed Conflict », dans Phoebe Okowa et Jonas Ebbesson (dir. publ.), *Environmental Law and Justice in Context* (Cambridge University Press, 2009) p. 231 à 252

Phoebe Okowa, « The Legal Framework for the Protection of Natural Resources in Situations of Armed Conflict », dans Willem J.M. van Genugten *et al.* (dir. publ.), *Criminal Jurisdiction 100 Years after the 1907 Hague Peace Conference: 2007 Hague Joint Conference on Contemporary Issues of International Law* (T.M.C. Asser Press, 2009) p. 243 à 260

Phoebe Okowa, « The Legacy of Trail Smelter in the Field of Transboundary Air Pollution », dans Rebecca M. Bratspies et Russell A. Miller (dir. publ.), *Transboundary Harm in International Law: Lessons from the Trail Smelter Arbitration* (Cambridge University Press, 2006) p. 195 à 208

Phoebe Okowa, « United States Unilateralism in a Multilateral Legal Order », dans Mary Buckley et Robert Singh (dir. publ.), *The Bush Doctrine and the War on Terrorism: Global Responses, Global Consequences* (Routledge, 2006) p. 200 à 206

Phoebe Okowa, « Defences in the Jurisprudence of International Tribunals », dans Guy Goodwin-Gill et Stefan Talmon (dir. publ.), *The Reality of International Law: Essays in Honour of Ian Brownlie* (Oxford University Press, 1999) p. 389 à 412

Phoebe Okowa, « Environmental Dispute Settlement: Some Reflections on Recent Developments », dans Malcolm D. Evans (dir. publ.), *Remedies in International Law: The Institutional Dilemma* (Hart Publishing, 1998) p. 157 à 172

Phoebe Okowa, « Legal Consequences of EC Participation in International Environmental Agreements », dans Malcolm D. Evans (dir. publ.), *Aspects of Statehood and Institutionalism in Contemporary Europe* (Dartmouth, 1997) p. 301 à 329

Phoebe Okowa et Albert M. Mwangi, « Land Tenure and Forest Resource Management », dans Calestous Juma et J. B. Ojwang (dir. publ.), *In Land We Trust: Environment, Private Property and Constitutional Change* (Zed Books, 1996) p. 175 à 197.

Articles de revues, commentaires et analyses

Phoebe Okowa et Sean O'Reilly, « [Arguing for Systemic Integration of the UN Climate Regime at the ICJ](#) », *International Institute for Sustainable Development* (2025)

Phoebe Okowa, « [The Pitfalls of Unilateral Legislation in International Law: Lessons From Conflict Minerals Legislation](#) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 69, n° 3 (2020) p. 685 à 717

Phoebe Okowa, « [Blood Oil: A Plea for Progressive Reform or a Philosopher's Utopia?](#) », analyse de *Blood Oil: Tyrants, Violence, and the Rules that Run the World* de Leif Weinar (OUP, 2015), Jamesg Stewart.com (2019)

Phoebe Okowa, « [Sovereignty Contests and the Protection of Natural Resources in Conflict Zones](#) », *Current Legal Problems*, vol. 66, n° 1 (2013) p. 33 à 73

Phoebe Okowa, « [The International Court of Justice and the Georgia/Russia Dispute](#) », *Human Rights Law Review*, vol. 11, n° 4 (2011) p. 739 à 757

Phoebe Okowa, « [State and Individual Responsibility in Internal Conflicts: Contours of an Evolving Relationship](#) », *Finnish Yearbook of International Law*, vol. 20 (2009) p. 143 à 188

Phoebe Okowa, « [Case Concerning Ahmadou Sadio Diallo \(Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo\)](#) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 57, n° 1 (2008) p. 219 à 224

Phoebe Okowa, « [Natural Resources in Situations of Armed Conflict: Is there a Coherent Framework for Protection?](#) », *International Community Law Review*, vol. 9, n° 3 (2007) p. 237 à 262

Phoebe Okowa, « [Congo's War: The Legal Dimension of a Protracted Conflict](#) », *British Yearbook of International Law*, vol. 77, n° 1 (2006) p. 203 à 255

Phoebe Okowa, « [Case Concerning Armed Activities on the Territory of the Congo \(Democratic Republic of the Congo v Uganda\)](#) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 55, n° 3 (2006) p. 742 à 753

Phoebe Okowa, « [Necessity, Proportionality and the Use of Force by States](#), by Judith Gardam », *Modern Law Review*, vol. 69, n° 4 (2006) p. 675 à 677

Phoebe Okowa, « [The Responsibility of States for International Crimes](#) By Nina H. VB Jorgensen », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 50, n° 4 (2001) p. 992 et 993

Phoebe Okowa et Malcolm D. Evans, « [Case Concerning the Gabčíkovo-Nagymaros Project \(Hungary/Slovakia\)](#) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 47, n° 3 (1998) p. 688 à 697

Phoebe Okowa, « [Procedural Obligations in International Environmental Agreements](#) », *British Yearbook of International Law*, vol. 67, n° 1 (1996) p. 275 à 336

Phoebe Okowa, « [The European Community and International Environmental Agreements](#) », *Yearbook of European Law*, vol. 15, no 1 (1995) p. 169 à 192

J.B. Ojwang et Phoebe Okowa, « [The One-Party State and Due Process of Law: The Kenya Case in Comparative Perspective](#) », *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 1 (1989), p. 177 à 205.

Exposés liminaires et principaux (liste non exhaustive)

« Reading Climate Change Treaties: The International Court and Historic Responsibility for Greenhouse Gas Emissions », Kirby Lecture au Centre de droit international et public, Université nationale australienne, Canberra, juillet 2025

Intervenante, plénière, « Women in International Law », Conférence de Londres sur le droit international, octobre 2024

« International Courts and the Politics of Climate Litigation », conférence inaugurale marquant l'obtention du titre de docteur en droit (*honoris causa*), Université de Stockholm, septembre 2024

« Africa's Participation in the International Law Commission », conférence inaugurale à l'Académie diplomatique, Nairobi, juin 2023

« The New Proposed International Crime of Ecocide », discours principal à la conférence annuelle sur le droit pénal transfrontalier, Kingsley Napley Solicitors London, janvier 2023

« Legitimacy in the Work of the International Law Commission », C.B. Madan Memorial, intervention à la cérémonie de remise des prix C.B. Madan, Université de Strathmore, Nairobi, 24 février 2023

« Recognition and Representation of Governments in the United Nations: Principle or Pragmatism? », Josephine Onoh Memorial Lecture, Université de Hull, décembre 2022

« Protection of Natural Resources in Armed Conflict », Médiathèque de droit international de l'ONU, depuis 2019

Oratrice, plénière, « Globalization and the Ecological Challenge », conférence annuelle de la Society of Legal Scholars, Bristol, septembre 2012

Participations à des conférences et documents de conférence (liste non exhaustive)

« The Use of Science in the Climate Change Advisory Opinions », webinaire, Science Hub for Climate Litigation, Union of Concerned Scientists, 10 octobre 2024

« Immunity of State Officials in the Work of the International Law Commission », Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, 62^e session annuelle, Bangkok, septembre 2024

« Credentials, Representation and the United Nations: The Case for a Principled Approach », conférence à l'Université de St. Andrews, janvier 2024

Intervenante, « A new Era for International Dispute Resolution: Breaking the Stronghold of Arbitration », Centre de droit international, Université nationale de Singapour, avril 2024

Oratrice à la conférence célébrant le 150^e anniversaire de l'Association de droit international sur le « devoir de précaution », Cité internationale universitaire de Paris, 19 juin 2023

« Prospects of Adding New Crimes in the ICC's Jurisdiction », document présenté à une conférence intitulée « La Cour pénale internationale à 20 ans : Réflexions sur le passé, le présent et l'avenir », La Haye, juin 2022

« Making sense of Myanmar's Constitutional Journey and Myanmar's Representation in International Law », exposé fait lors d'une manifestation organisée par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, 15 novembre 2022

Membre du Comité d'organisation, conférence annuelle de la Société européenne de droit international intitulée « Changements dans la Légifération Internationale : Acteurs, Processus, Impact », Stockholm, 9-11 septembre 2021

Intervenante à la Conférence de droit international « Aiding and Assisting – the Parameters of State Responsibility », branche britannique de l'Association de droit international, Londres, octobre 2019

« Iraq's Natural Resources », document présenté lors du séminaire annuel de la Society of Legal Scholars, École des études orientales et africaines, sur l'héritage juridique de la guerre de 2003 en Iraq, 26 mars 2018

« Codification and Progressive Development of International Law in a Historical Perspective – the International Law Commission and its Antecedents », exposé fait à la conférence intitulée « Role and Contributions of the International Law Commission to the Development of International Law in the Past/next 70 Years: Codification or Progressive Development », Université internationale de Floride, Miami, octobre 2018

« The Pitfalls of Unilateral Legislation as a Regulatory Mechanism in Conflict Zones », document présenté à un séminaire organisé par Marja Lehto, Rapporteuse spéciale sur la protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés, octobre 2018

Intervenante à un séminaire sur la Commission du droit international et la protection de l'environnement en lien avec les conflits armés, Siège des Nations Unies à New York, 18 octobre 2018

Membre du Comité d'organisation, Conférence de la Société internationale de droit public sur les juridictions, le pouvoir et le droit public, Université de Copenhague, 5 à 7 juillet 2017

« The International Court and the Political Consequences of its Decisions: Reflections on Cases involving Use of Force », document présenté à l'atelier Erasmus Rotterdam-Queen Mary ayant pour thème « Varieties of Consequential Reasoning and the Rule of Law: Theory and Institutional Contexts », 26 novembre 2016

« Unilateral or Collective Responses to International Wrongs: the Case of Natural Resources in Conflict Zones », document présenté à l'Association de droit international, série de séminaires (branche britannique), University College de Londres, 2 mars 2016

Organisation et convocation, Public Policy Lecture Series on the Function of Law in the Global Community, Centre for Law and Society in a Global Context, Université Queen Mary (Londres), 2015-2018

Convocation d'un panel ayant pour thème « Transformative Constitutions: The Place of International Law in the New Commonwealth Constitutions », conférence inaugurale de la Société internationale de droit public, Florence, juin 2014

Participation à un atelier intitulé « Natural Resource Grabbing: Erosion or Legitimate Exercise of State Sovereignty », Université de Cagliari, Sardaigne, octobre 2013

« Transformative Constitutions: International law in Kenya's 2010 Constitution », document présenté au troisième symposium annuel sur les programmes constitutionnels, faculté de droit Radzyner de l'Université Reichman, Herzliya, juin 2013

Participante, deuxième atelier international sur les menaces contemporaines au droit des conflits armés, Université Reichman, faculté de droit Radzyner, Herzliya, juin 2013

« The Accountability of Non-State Groups and the Exploitation of Natural Resources in Internal Conflicts », présenté au Asser Institute, La Haye, novembre 2011

« Natural Resources in Armed Conflicts: The Role of Multinational Corporations », document présenté à la conférence sur la protection de l'environnement en lien avec les conflits armés, Université de Lund, 16-17 février 2012

« Libyan Intervention and International Law », document présenté à un séminaire organisé par l'African Law Association, faculté de droit de la New York University, novembre 2011

« Liberating Libya? The Legality and Consequences of Military Intervention under International Law », séminaire organisé au British Institute of International and Comparative Law, 25 mars 2011

« Medical Agencies and the Implementation of Humanitarian Law in Conflict Zones », document présenté au Peace Research Institute Oslo, novembre 2010

« Accountability of Rebel Groups in the Congo Conflict », document présenté à l'Association de droit international, Belfast, mai 2009

« The Role of Medical Humanitarian Workers in Reporting Human Rights Abuses in the Democratic Republic of Congo », document présenté à une conférence ayant pour thème « Medicine under Pressure – The Law and Ethics of Medicine in Conflict Situations », Université Queen Mary de Londres, 29 avril 2009

« Permanent Sovereignty Over Natural Resources », document présenté à l'Université de Londres-Est, juin 2007

« International Law Responses to Environmental Destruction in Conflict Zones », document présenté à la conférence conjointe « Hundred Years of International Criminal Jurisdiction » organisée par l'Académie de La Haye and l'American Society of International Law, La Haye, juin 2007

« Governmental Sovereignty and Natural Resource Disputes », Association de droit international, conférence régionale, Nottingham, 2006

« Great Lakes Peace Process, Protocol on Illegal Exploitation of Natural Resources », document présenté à la conférence sur le processus de paix dans la région des Grands Lacs, Humanitarian Law Project, London School of Economics, 2005

Activités scientifiques

À paraître : Phoebe Okowa et Britta Sjöstedt, Protection of Natural Resources in Situations of Armed Conflict (manuel, contrat d'édition signé avec Routledge, 2025)

Le manuel proposé porte principalement sur la mesure dans laquelle le contenu exécutoire du droit international public fournit un cadre viable pour l'exploitation et

la protection des ressources naturelles dans les situations de conflit armé. À un deuxième niveau, il traite également du rôle que jouent les codes volontaires et les normes conçues par le secteur, ainsi que la place de ces codes et normes dans un système international encore principalement orienté par le comportement des États. À un troisième niveau, il aborde l'application des normes internationales dans les systèmes nationaux, en particulier la question de la prise en compte de l'exploitation des ressources naturelles dans l'élaboration des constitutions.

À venir : cours spécial sur la responsabilité historique en droit international, Académie de droit international de La Haye, été 2026

Ce projet de recherche est mené à l'invitation du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye et sera initialement présenté sous la forme de cinq conférences sur les torts coloniaux lors du cours d'été de l'Académie en 2026. L'objectif est également de s'interroger sur les limites du droit en tant que moyen de détermination de la responsabilité. Est-ce que des lois qui fondamentalement caractérisées par des relations de domination et d'inégalité peuvent constituer un cadre réaliste pour répondre aux revendications d'injustice structurelle?

Affiliation à des conseils académiques, revues et organisations scientifiques (liste non exhaustive)

Depuis 2024 : Oxford Monographs in International Law, corédactrice en chef (avec Roger O'Keefe)

Depuis 2023 : Centre de droit international, Université nationale de Singapour, membre du Comité consultatif sur le règlement des différends internationaux

Depuis 2022 : Max Planck Yearbook of United Nations Law (UNYB), membre du Conseil consultatif de rédaction

Depuis 2021 : British Institute of International and Comparative Law, membre du Conseil consultatif

Depuis 2015 : Association africaine de droit international, membre du Conseil consultatif

Depuis 2006 : Centre de Stockholm pour le droit international et la justice, membre du Conseil consultatif international

Depuis 2000 : Société africaine de droit international, membre

Depuis 1995 : Branche britannique de l'Association de droit international, membre

Depuis 1993 : Society of Legal Scholars, membre

2013-2022 : Société internationale de droit public (ICON-S), membre du Comité exécutif

2005-2020 : Oxford University Press, Foundations of Public International Law, corédactrice en chef (avec Malcolm Evans)

2005-2018 : International Community Law Review (Brill), membre du Comité de rédaction

2002-2018 : Queen Mary Studies in International Law (Brill Nijhoff), corédactrice (avec Malgosia Fitzmaurice)

1997-2006 : Comité de l'Association de droit international sur l'application transnationale du droit de l'environnement, membre